



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Stop aux pénalités financières pour les travailleuses et travailleurs pour cause de COVID !

Depuis quelques semaines, les foyers de contamination se multiplient notamment au sein des EHPAD et des entreprises sensibles.

La CGT demande une extrême vigilance quant à deux points remontés du terrain :

D'une part, certains employeurs, notamment dans les secteurs de la santé et du médicosocial exercent des pressions pour que les personnes positives asymptomatiques ou parfois malades continuent de travailler au mépris de la santé des personnes vulnérables auprès desquelles elles interviennent. Cela pose un véritable problème éthique mais c'est aussi un enjeu de santé publique.

Par ailleurs, des campagnes de dépistages massifs sont organisées dans les établissements lorsque des cas positifs sont avérés. Or, beaucoup d'employé-es craignent aujourd'hui de se faire tester ou de faire remonter leur positivité par crainte de perte de revenus : jours de carence, primes... En effet, de nombreuses primes mises en place ces dernières années ont permis de contourner les augmentations des salaires, et rendent fragiles les rémunérations des travailleuses en cas d'absence y compris pour cause de COVID.

De même, des pressions pèsent sur les salarié-es quant à leurs jours de RTT, de congés etc.

Le cas des EHPAD et des services à domicile est extrêmement parlant : les salarié-es du champ ont travaillé sans matériel et au péril de leur santé et de celle des usagers. Celles et ceux qui avaient été arrêtés, une fois contaminé-es et pour protéger les personnes auprès desquelles elles-ils interviennent, ont vu leurs primes, y compris la prime COVID quand elles l'ont réellement touchée, être diminuée voir supprimée

D'autres salarié-es, dans d'autres secteurs, comme dans l'agroalimentaire ont perdu également leurs primes liées au présentisme et le ou les jours de carences s'appliquent également dans le privé comme dans le public.

Ces métiers aux fins de mois difficiles ne peuvent continuer de subir ce chantage inadmissible entre revenus et protection de leur santé et celle des usagers de leurs services !

Comme la CGT l'a déjà réclamé, pour pouvoir sortir de la spirale du confinement liberticide et dangereux socialement et économiquement, il faut en finir avec la politique actuelle, inefficace et très coûteuse, du *contact tracing* et déployer une stratégie de tests antigéniques sur tous les territoires, dans tous les quartiers, les entreprises et, en priorité, pour les professionnels de la santé et du médicosocial. Dans les entreprises, cette coordination doit être confiée aux services de santé au travail et non aux employeurs. **Il faut que chaque personne ayant un doute sur son état de santé puisse être testée et puisse s'isoler immédiatement en cas de résultats positifs.** Seule cette stratégie est efficace pour isoler véritablement les personnes cas contact mais asymptomatiques.

Pour rompre avec la pandémie, il faut chaque personne contaminée puisse s'isoler dans des conditions qui empêchent la diffusion du virus (*pièce isolée et aérée, possibilité de se nourrir et conditions d'hygiène nécessaires*).

Pour cesser les contaminations, le gouvernement doit garantir et contrôler que les situations d'isolement des personnes positives comme des personnes « contact » n'aient aucune conséquence sur leurs rémunérations et leurs droits.

Montreuil, le 12 novembre 2020